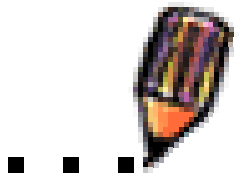
Les journées d'animation 2004

Fiches de lecture

Créer des liens sociaux et virtuels

pour comprendre et agir sur notre monde



« TIC et citoyenneté»

Les technologies de l'information

et des communications (TIC) et la citoyenneté

CENTRE DE DOCUMENTATION SUR L'EDUCATION DES ADULTES

ET LA CONDITION FEMININE

2004

Coordination du projet et animation des journées d'animation
Maryse Rivard
Centre de documentation sur l'éducation des
adultes et la condition féminine (CDÉACF)
Téléphone : (514) 876-1180
Télécopieur : (514) 876-1325
Courriel : rivard@cdeacf.ca
Site Internet : http://www.cdeacf.ca

Recherche, rédaction et animation des journées d'animation :
Sylvie Jochems, t.s.
Professeure invitée en Intervention Sociale
Université du Québec à Chicoutimi
Téléphone : (418) 545-5011 poste 5692
Courriel : sylvie_jochems@uqac.ca

ISBN : 2-922995-09-7

Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec (2004)
Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Canada (2004)

© Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine
Montréal, février 2004

Table des matières

Table des matières 3

1. Présentation 4
2. Fiches de lecture 5
   - 2.1 La plateforme québécoise de l'Internet citoyen 5
   - 2.2 INTERNET : comment le fréquenter? 6
   - 2.3 Strategy or Identity : New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements 7
   - 2.4 L'utilisation de l'Internet comme mode de participation à l'espace public dans le cadre de l'AMI et au sein d'ATTAC: Vers un renouveau de la démocratie à l'ère de l'omnimarchandisation du monde? 8
   - 2.5 L'Internet militant. : mouvement social et usages des réseaux télématiques 11
   - 2.6 La fin des militants? 15
   - 2.7 « Introduction », dans Internet, nouvel espace citoyen? 16
   - 2.8 «Mondialisation et mouvements d'affirmation identitaire : expressions possibles de la société civile internationale» dans Internet, nouvel espace citoyen? 17
3. Fiches de présentation de quelques réseaux 22

1. Présentation

L'évolution rapide et les impacts majeurs des technologies de l'information et des communications (TIC) interpellent l'ensemble des acteurs sociaux. Créatrices de liens sociaux et virtuels, outils pédagogiques par excellence, les TIC sont aussi perçues comme étant la source d'un nouveau type d'exclusion sociale. Selon les auteurs, les constats diffèrent : elles présentent de nombreux risques d'exclusion mais peuvent tout aussi bien favoriser la participation citoyenne à la vie démocratique.

La controverse prend aussi forme sur le terrain et les tentatives pour contrer le développement inégal des TIC se multiplient dans nos réseaux. Un peu partout à travers le monde, des organisations et des groupes s'activent pour l'utilisation des technologies à des fins citoyennes. Au Québec, au cours des dernières années, de nombreux projets impliquant les TIC ont été portés par des organismes communautaires et populaires, des groupes de femmes, d'économie sociale et d'éducation des adultes. Ce sujet d'actualité a fait couler beaucoup d'encre et inspiré plusieurs auteurs.

Afin de concevoir les journées d'animation, nous avons exploré cette abondante documentation. Nous présentons ici quelques fiches de lectures des ouvrages qui nous semblent plus pertinents. Ces fiches ne sont pas un résumé de livres à proprement parler. Il s'agit plutôt de notes de lectures, d'extraits, de citations qui nous permettent de saisir les idées principales des publications choisies. Nous avons tenté de dégager la thèse, les questionnements et les objectifs visés par les auteurs en lien avec la thématique des journées d'animation. Ces notes sont partiales et n'ont pas la prétention d'être objectives, elles ont pour but de vous faire connaître quelques approches liées à la thématique.

L'objectif des journées d'animation étant de créer des liens entre la théorie et la pratique ainsi qu'entre les acteurs et les actrices, nous avons aussi cru bon de présenter les membres (organismes et individus) de différents réseaux québécois qui travaillent à la création de liens sociaux et virtuels .

Bonne lecture !

L'équipe d'animation !

2. Fiches de lecture

2.1 La plateforme québécoise de l'Internet citoyen

Communautique (2002). *Plateforme québécoise de l'Internet citoyen!*, [Montréal] : Communautique, 2002, 19 p. [http://www.communautique.qc.ca/docomtiq/Plateforme2.html]

PLATEFORME QUÉBÉCOISE DE L'INTERNET CITOYEN

UN APPEL POUR L'APPUYER

La **Plateforme québécoise de l'Internet citoyen** est née d'une démarche initiée par Communautique visant à encourager l'appropriation des **technologies de l'information et de la communication** (TIC) par le milieu communautaire. Nous souhaitons maintenant la diffuser le plus largement possible. Nous invitons tous les acteurs concernés à l'appuyer et à la faire connaître afin qu'elle contribue au développement d'un autre Internet, renforçant l'exercice de la citoyenneté par l'inclusion de toutes et tous. Nous souhaitons aussi que cette Plateforme serve de levier à la reconnaissance et au soutien du milieu communautaire, véritable moteur de son développement.

Fondements de la Plateforme

Les TIC occupent désormais une place centrale dans la vie quotidienne des citoyens. Du guichet bancaire à Internet en passant par l'informatisation des milieux de travail, personne ne conteste plus l'immense potentiel des TIC. Mais à l'ère de l'Inforoute gouvernementale, on constate que l'accès aux TIC est inégal et qu'aux clivages sociaux déjà existants vient s'ajouter une fracture sournoise mais réelle, la fracture numérique. Dans le but de contrer cette fracture, le milieu communautaire a voulu se doter d'une Plateforme qui rassemblerait les principaux enjeux et les conditions à mettre en place pour favoriser le développement d'un Internet citoyen, social et communautaire au Québec.

Objectifs de la Plateforme

Fournir des solutions pour combler le fossé numérique

Favoriser le développement de l'Internet citoyen

Internet citoyen, une définition

L'Internet citoyen signifie un accès universel aux TIC afin de soutenir la participation à la société et renforcer la citoyenneté. Par accès universel nous entendons l'accès aux infrastructures physiques mais aussi et surtout l'accès à l'apprentissage. En quoi la technologie peut-elle nous aider si nous ne savons pas nous en servir ? Des mesures diversifiées doivent être mises en place afin de permettre à l'ensemble de la population ainsi qu'aux personnes moins nanties qui risquent davantage d'être exclues, un accès universel aux TIC

Quelques propositions pour contrer la fracture numérique

- Soutenir le développement de l'accès dans les organismes communautaires et d'économie sociale ;
- Soutenir l'animation des lieux d'accès et l'intégration aux pratiques communautaires ;
- S'outiller par la formation continue ;
- Soutenir les transformations organisationnelles ;
- Soutenir la création de groupes de ressources techniques ;
- Doter le milieu des équipements nécessaires.

Des propositions pour développer l'Internet citoyen

- Que l'accès aux TIC soit un droit pour toutes et tous ;
- Que les politiques et les programmes définissent et soutiennent l'accès de façon globale;
- Que l'accès à Internet et à son contenu soit considéré comme un service d'utilité publique essentiel aux individus et aux collectivités;
- Que les politiques et les programmes reconnaissent et encouragent la place et le rôle du milieu communautaire et de l'économie sociale dans la démocratisation de la société de l'information;
- Que l'on fournisse un financement conséquent et durable des projets et initiatives citoyennes.

"Pour un accès universel aux technologies de l'information et de la communication (TIC)"

APPUYEZ LA PLATEFORME QUÉBÉCOISE DE L'INTERNET CITOYEN

2.2 INTERNET : comment le fréquenter?

Grenier, B. *(199). INTERNET : COMMENT LE FREQUENTER ?* DAR 3 - CHU Bordeaux
http://www.invivo.net/invivo/1avril99/presentations/bg/frameG.html

---

HISTOIRE DU RÉSEAU INTERNET

Années 60 : ARPA (*U.S Defense Department's Advanced Research Projects Agency*)

- technologie des commutations de paquets
- but : en cas d'attaque nucléaire, trouver un système de réseau d'information capable de s'auto-configurer si l'un des maillons est rompu;
- pas de structure centralisée, de gestion du réseau, autonomie de chacun des nœuds
- au début : uniquement du courrier électronique

1969 : premiers échanges entre 4 machines (Los Angeles, Standford, Santa Barbara et Utah) système baptisé ARPANET (21 novembre 1969)
1972 : présentation d'ARPANET au public et mise au point du courrier électronique
1973 : mise au point du protocole TCP/IP et des adresses IP (concept de transmission fiable)
1980 : adoption de TCP/IP comme standard du Ministère de la Défense US
1983 : séparation d'ARPANET en MILNET (militaire) et ARPANET (recherche)
1986 : adoption du protocole TCP/IP par la NSF (National Science Fondation) pour son propre réseau NFSNET
1990 : fusion d'ARPANET et NFSNET en INTERNET

Années 90 : croissance exponentielle (10 à 20 % par mois) sous l'impulsion du Web

---

HISTOIRE DU RESEAU WWW

1965 : Naissance du langage hypertexte (Ted Nelson)
1987 : Lancement d'Hypercard (logiciel Apple) utilisant l'hypertexte
1989 : Tim Berners-Lee (CERN, Genève) publie "Hypertexte et le CERN"
1991 : Lancement du premier Web (CERN) en mode texte et du premier navigateur nommé "World Wide Web"
1993 : *Janvier* - Il existe une cinquantaine de serveurs http dans le monde. Version alpha du premier browser graphique pour Unix et Macintosh (CERN)
Février - Première version du navigateur Mosaic sous Unix au NCSA (National Center for Superconducting Application) (Février 1993)
Mars - Début du développement du navigateur Netscape
Octobre - Première version de Mosaic sous Macintosh et Windows
Juillet - Création du WWW Consortium pour établir les standards du Web
1994 : Lancement de Netscape 1.0 pour PC, Macintosh et Unix
1995 : *Février* - 4 millions d'utilisateurs de "Netscape" (75% des browsers)
Novembre - Netscape sort en version 2.0 (News, E-mail, Javascript)
Décembre - Microsoft lance Internet Explorer 2.0
1996 : "guerre" Netscape (Navigator 3.0) *vs* Microsoft (Internet Explorer 3.0)
1997 : versions 4 des navigateurs Netscape et Internet Explorer

2.3 Strategy or Identity : New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements

COHEN, Jean L. (1985). *«Strategy or Identity: New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements»,* COHEN, J. (ed). Social Research Review, vol. 52: 663-716.

Sujet: les «nouveaux» mouvements sociaux

Questions principales :
Qu'est-ce qu'un mouvement ? Qu'est-ce qui pourrait se qualifier théoriquement comme étant un nouveau genre de mouvement ? Quel serait le sens d'un mouvement social comparé à un parti politique ou un groupe d'intérêt ?

Objectifs :
1) Comparer les deux paradigmes théoriques rivaux portant sur les mouvements sociaux, qui sont dominants dans le domaine à l'heure actuelle. Qu'y a-t-il de neuf au sein des nouveaux mouvements sociaux ?

2) Démontrer de quelles façons ils peuvent s'influencer, en dépit des divergences importantes

Hypothèses :
1) Il existe 2 approches: le paradigme de la mobilisation des ressources et le paradigme de l'identité orientée.
2) Les deux paradigmes sont issus d'une société civile moderne.
3) *Les mouvements sociaux «contemporains» sont «nouveaux». Ils ont abandonné le rêve révolutionnaire d'une réforme profonde même radicale des structures. Or les nouveaux mouvements sociaux ne cherchent pas à abolir le fonctionnement autonome de systèmes économiques et politiques (self-limiting radicalism).

Cohen ne croit pas en la pensée essentialiste, une philosophie de l'histoire, qui cherche le sens d'un «vrai» mouvement social. Elle ne croit pas non plus à une analyse «étapiste» de l'histoire telle que l'idée d'une société postindustrielle le propose. Elle affirme que la question la plus importante à se poser est celle de l'articulation entre le rapport à l'État, les nouvelles identités, les formes d'organisation et les scénarios de conflit.

Caractéristiques (variables) des «nouveaux» mouvements sociaux:

1) Hétérogénéité (dès les années 1970 et 1980);
2) Formes d'organisation et de luttes

Ni la mobilisation des ressources, ni le paradigme de l'identité orientée ne proposent une méthodologie qui puisse nous faire accéder à ce qu'est l'identité.

Paradigme de la mobilisation des ressources:
Tenté par la logique d'objectivation à partir de l'analyse empirique des sciences sociales. Compile des données et n'est pas intéressé par la question de l'identité.

Paradigme de l'identité orientée:
Approche herméneutique qui postule l'existence d'une société postindustrielle qui institutionnalise les formes d'action collective et de conscience qui seront «nouvelles» par définition. La voie la plus prometteuse afin d'interpréter ce qu'est l'identité est de s'interroger sur les formes de conscience.

Les sciences sociales ont davantage exploré la «cristallisation d'identités déjà émergées». Or, il faut pouvoir aussi prendre le pouls de processus où la théorie prend sens par la pratique, par la participation des membres d'un mouvement social, à l'intérieur même du mouvement social. D'ailleurs, une multitude

de recherches a prêté une attention particulière à cet angle d'approche contemporaine des mouvements sociaux[1].

Mérite : Essai-synthèse: un «classique incontournable» utile pour la recension des écrits théoriques

2.4 L'utilisation de l'Internet comme mode de participation à l'espace public dans le cadre de l'AMI et au sein d'ATTAC: Vers un renouveau de la démocratie à l'ère de l'omnimarchandisation du monde?

George, E. (2001). 'L'utilisation de l'Internet comme mode de participation à l'espace public dans le cadre de l'AMI et au sein d'ATTAC: Vers un renouveau de la démocratie à l'ère de l'omnimarchandisation du monde?' *Pour le grade de Ph.D. en Communication, École Normale Supérieure de Fontenay/Saint-Cloud et Université du Québec à Montréal.*

Sujet: L'utilisation d'Internet comme espace public

Objectifs :
1) nous nous sommes intéressés à la façon dont plusieurs organismes ont mobilisé les services de l'Internet, notamment la Toile, afin de prendre part aux débats sur l'AMI au sein de l'espace public, celui-ci étant considéré comme le cœur de tout système démocratique fondé sur l'usage public du raisonnement;
2) nous avons porté notre attention sur l'utilisation de l'Internet au sein d'ATTAC, souvent considérée comme une figure emblématique des nouveaux regroupements constitutifs de la société civile;
3) nous suivons la formation d'éventuels processus d'innovation socio-politique liés aux utilisations de l'Internet qui contribueraient à modifier les formes de la démocratie, à démocratiser nos sociétés.» (p.61)

Terrain d'étude: AMI et ATTAC.

Question principale : «Quelles ont été les caractéristiques de l'espace public créé par les utilisations des services de l'Internet, notamment les listes de discussion et la Toile, à l'occasion des discussions sur le projet d'AMI et autour de l'association ATTAC et dans quelle mesure ces utilisations ont-elles contribué à la démocratisation de nos sociétés?»

Objectifs de recherche: «notre préoccupation générale consiste à étudier la participation des citoyens et des citoyennes aux affaires de la Cité dans un contexte marqué par la multiplication des échanges communicationnels médiatisés par la technique» (p. 61)

Méthodologie de recherche : exploratoire. «une démarche tantôt déductive, tantôt inductive, nos choix théoriques contribuant à orienter notre questionnement sur le terrain et les réponses obtenues contribuant en retour à enrichir nos choix théoriques. » (p. 61).

Cadre théorique et conceptuel: Le concept d'espace public: i.e. étudier la relation entre la société civile et l'Etat «le processus au cours duquel le public constitué par les individus faisant usage de leur raison s'approprie la sphère publique contrôlée par l'autorité et la transforme en une sphère où la critique s'exerce contre le pouvoir de l'Etat» (Habermas, 1978:61 cité par George, 2001:64).

Une problématique selon Erik Neveu
a) l'analyse des évolutions de la sociabilité familiale et conviviale et le déplacement des frontières entre espaces publics et privés. «l'intellectualisation de la vie privée» ;

[1] «The French second Left». Voir André Gorz, 1982, sur les Verts en Allemagne (*Realpolitiker* caractérisés par leur pragmatisme); Andrew Arato, 1984, les études sur le mouvement Solidarnosk en Pologne; Alain Touraine, 1983, sur les mobilisations anti-nucléaires; …

b) la prise en compte de nouveaux lieux de débat, comme les tribunes téléphoniques à la radio et les talk shows télévisés, et leur importance en tant que lien social;
c) la réflexion autour de l'existence d'espaces publics partiels et pluriels qui remet en cause une vision trop unitaire de l'espace public, ainsi que certains présupposés contestables relevant de l'individualisme méthodologique, chaque individu étant censé se faire sa propre opinion Rationnelle. Or les personnes agissent certes comme des individus, mais comme des individus qui font partie de différents groupes selon les moments de leur vie (...) les espaces publics propres aux classes populaires.

Une définition

1) l'espace public correspond d'une part au principe constitutif d'une action politique que l'on reconnaît comme étant démocratique et qui n'a pas forcément de localisation précise et stable;
2) d'autre part, [l'espace public fait aussi référence] à des lieux de différentes natures, du café à la télévision en passant par le Parlement et l'Internet.
3) ***un espace public partiel: «un lieu d'exposition du discours, en l'occurrence l'Internet, parmi beaucoup d'autres.

De plus, nous verrons que l'Internet est lui-même composé de plusieurs espaces partiels correspondant à ses différents services. Il convient donc de toujours garder à l'esprit que l'étude d'un support de sens particulier en tant qu'espace public ne peut correspondre qu'à une approche partielle de ce dernier entendu dans sa totalité» .

Quatre modèles d'espace public, selon Bernard Miège

1. la presse d'opinion;
2. la presse moderne et la publicité commerciale;
3. la télévision, l'audiovisuel et plus de divertissement que d'informations;
4. les relations publiques généralisées i.e. la gestion du social, l'accès à des dispositifs techniques, le remodelage des médias traditionnels.

L'évolution récente de l'espace public:

1. l'espace public perdure;
2. l'espace public s'élargit;
3. l'espace public voit ses fonctions s'étendre progressivement et a tendance à se fragmenter, avec des espaces de communication auxquels la quasi-totalité des citoyens participe en tant que spectateur-trice... (...)la marchandisation constitue certainement «l'aspect de l'évolution de l'espace public qui est le plus méconnu, et qui peut, à terme, se révéler le plus fondamental» et que la «régulation marchande tend à contrôler l'ensemble des pratiques sociales» (Miège, 1995:173 cité par George, 2001:76).

Trois facteurs de la reconfiguration de l'espace public démocratique au cours des trente dernières années

1. le recule de l'influence du Politique sur la sphère économique. «les citoyens et citoyennes ont été amenés à adopter de plus en plus souvent des positions de consommateur ou de consommatrice dans chacune des actions entreprises»;
2. la montée en puissance de la télévision qui est devenue le lieu de visibilité numéro un des hommes et des femmes politiques. (...) la connaissance du public par le milieu politique (...) s'est mise à dépendre de plus en plus des sondages dits d'opinion ;
3. le champ des références possibles a diminué: «l'univers politique se restreint et le débat contradictoire devient difficile, faute de comparaison pertinente» (Miège, 1995:179) Les acteurs sociaux: l'État, les Entreprises, la société civile. (pp. 78-86) La société civile : «Au cours des siècles passés, la société civile était entendue comme l'ensemble des rapports sociaux hors-État définis par et à travers la sphère marchande de la société bourgeoise. Elle avait donc une dimension économique forte.» (...) «la société civile n'est (...) pas en elle-même démocratique; elle l'est uniquement lorsqu'elle baigne dans une culture démocratique qui tout en reconnaissant la différence ne cesse de l'interpeller» (Jacques-Yvon Thériault, 1992:78 cité par George, 2001:86). «il y a lieu de reconnaître une transition graduelle des formes d'actions collectives qui émanent de la société civile

(Szusza Hegedus, 1989). Il convient donc comme toujours d'être prudent notamment face à des situations ni figées, ni totalement nouvelles, mais changeantes. Les regroupements actuels sont différents du fait qu'ils acquièrent une dimension beaucoup plu globale (au-delà des pays industrialisés), qu'ils insistent sur le caractère international de l'enjeu (cherchant souvent à outrepasser le cadre traditionnel de l'État-nation), qu'ils cherchent à s'affranchir des stratégies partisanes (ignorant largement les structures et procédures politiques traditionnelles), qu'ils ne sont souvent pas liés à des intérêts immédiats et personnels (comme la situation matérielle) et qu'ils favorisent surtout des actions non violentes, pragmatiques et planifiées (par exemple la désobéissance civile).

Le concept de démocratie: des logiques de communication de l'espace public à la démocratie... la notion de démocratie délibérative (selon Jean Cohen): «s'enracine dans l'idéal intuitif d'une association démocratique au sein de laquelle la justification des termes et des conditions de l'association procède d'une argumentation et d'un raisonnement public de citoyens égaux. Les citoyens, dans un tel ordre, partagent un engagement commun vis-à-vis de la résolution des problèmes de choix collectifs à travers un raisonnement public, et considèrent leurs institutions de base légitimes dans la mesure où elles établissent un cadre favorable à une délibération publique libre (Cohen citée par Habermas, 1992:180 dans George, 2001:90).

Éthique de la discussion, pouvoir communicationnel, contribution à la formation des opinions... La démocratie délibérative selon Habermas, 1997a:329 cité par George, 2001:91). «la discussion rationnelle est supposée être publique et discursive, accorder des droits de communication égaux aux participants, requérir sincérité et interdire toute sorte de force autre que la faible force du meilleur argument. Cette structure de communication est supposée créer un espace délibératif pour la mobilisation des meilleures contributions disponibles sur les sujets les plus pertinents».

Le modèle de la démocratie selon les théoriciens élitistes: courant selon lequel le citoyen moyen n'a pas les qualités nécessaires pour participer au bon fonctionnement de la société.

Le modèle de la démocratie selon le courant participationniste: un discours technique qui met l'accent sur la nécessité d'améliorer l'efficacité de l'action publique. (...) «certains partisans du courant participationniste voient aussi dans la participation élargie des citoyennes et des citoyens, un moyen de régénérer la démocratie représentative, du fait de la fonction éducative de la participation» (p.93). «La participation a elle-même des vertus bénéfiques, quels que soient les buts poursuivis et atteints; elle a un pouvoir «transformatif» sur les personnes. Au sein de ce courant, la participation politique est vue comme l'activité la plus noble pour l'individu: elle permet le développement du sens de l'intérêt public et la résolution des conflits (Cécile Béatrix, 2000:89 citée par George, 2001:94).

Le concept d'autonomie: la démocratie en tant que quête... l'autonomie comme horizon? Selon Cornelius Castoriadis, la démocratie c'est un processus en cours, un mouvement auto-institué. La démocratie n'est pas un modèle institutionnel, elle n'est même pas un régime au sens traditionnel du terme. La démocratie c'est l'auto-institution de la collectivité par la collectivité, et cette auto-institution comme mouvement» (Castoriadis, 1996:187). Pour échapper au caractère quelque peu figé du terme, il conviendrait d'ailleurs peut-être mieux de parler de démocratisation que de démocratie, la démocratie constituant une quête sans fin. (p.96)

Le concept d'autonomie: «l'autolimitation de soi (auto/soi-même, nomos/loi). Il y a là un parallèle entre d'une part le chemin d'une analyse où le sujet remet en cause les désirs mythes de sa famille dans un processus d'élucidation réflexive et d'autre part la délibération au sein des instances, la médiation par la parole, afin de choisir ses lois. En dernière instance, alors que pour l'individu, l'autonomie signifie l'acceptation de la mort; pour la société, cela signifie reconnaître qu'il n'y a aucune garantie du sens, de la norme; que la seule source de sens vient de sa propre activité; que la société se donne des institutions qu'elle sait périssables. C'est la mise en cause des mythes de la tribu qui conduit à découvrir le caractère auto-institué de la société» (p.98)

«Une société autonome implique des individus autonomes. Les individus deviennent ce qu'ils sont en absorbant et intériorisant les institutions; en un sens, ils sont l'incarnation principale de ces institutions. [...] Nous pouvons formuler l'objet premier d'une politique de l'autonomie, à savoir démocratique: aider la collectivité à créer les institutions dont l'intériorisation par les individus ne limite pas, mais élargit leur capacité de devenir autonomes» (Castoriadis, 1990:150,151 cité par George, 2001:98).

Le projet de l'autonomie qui implique des transformations radicales dépend de la grande majorité des êtres humains. Il ne concerne plus le prolétariat mais la quasi-totalité des membres de nos sociétés. (p.99) «le projet d'autonomie individuelle et collective, la lutte pour l'émancipation de l'être humain, aussi bien intellectuelle et spirituelle qu'effective dans la réalité sociale et le projet capitaliste, démentiel, d'une expansion illimitée d'une pseudo-maîtrise pseudo-rationnelle, qui depuis longtemps a cessé de concerner seulement les forces productives et l'économie pour devenir un projet global (et pour autant encore plus monstrueux), d'une maîtrise totale des données physiques, biologiques, psychiques, sociales, culturelles» (Castoriadis, 1990:90).

2.5 L'Internet militant. : mouvement social et usages des réseaux télématiques

Granjon, F. (2001). *L'Internet militant : mouvement social et usages des réseaux télématiques.* Paris : Éditions Apogée.

Sujet : «le fonctionnement effectif des groupements, notamment au travers de la délégation technique(p.11)»

Objectif: «saisir la médiation réciproque des objets techniques et des pratiques sociales» i.e. «Ce que nous voulons appréhender, ce sont donc les diverses façons dont les pratiques digitales de communication mises en place par les néo-militants interfèrent avec leurs préoccupations morales, leur identité et leur fonction d'individus engagés. Nous chercherons à comprendre l'investissement dont ces objets et dispositifs sont la cible de la part des militants et chercherons à circonscrire ainsi les éléments d'opportunités et de contraintes qu'ils constituent au regard de l'action critique envisagée » (pp.12, 13).

Questions principales: «Comment des pratiques, étayées sur des compétences socialement formées, et actualisant des formes socialement instituées, assurent-elles la genèse continue de l'individualité de l'objet technique? Et comment celui-ci contribue-t-il à la prise de forme des activités et des relations sociales qu'il médiatise?».

Cadre disciplinaire: sociologie de la technique et sociologie des médiations sociales.

Prémisse 1:
«On sait que l'appropriation sociale d'un dispositif technique dépend d'abord des "significations d'usage projetées et construites par les usagers sur le dispositif technique qui leur est présenté" (Mallein P. et Toussaint Y., 1994:318 cités en p.12)».

Hypothèse centrale:
«L'anticipation d'une relation entre deux types de phénomènes: d'une part un mode d'engagement particulier (le néo-militantisme) et d'autre part l'appropriation des dispositifs de communication sur réseaux dont l'usage sert, supporte, renforce et objectivise ce néo-militantisme. En d'autres termes, les pratiques de communication liées aux technologies de l'Internet se présentent, selon nous, comme la traduction technologique d'un type précis d'engagement militant» (p. 12).

Pertinence de la question de recherche : «Investissant d'abord de façon ponctuelle, à l'occasion des périodes de forte mobilisation, le potentiel de communication lié à la messagerie électronique, certains groupements du néo-militantisme ont construit des interfaces digitales pérennes et plus élaborées (sites Web, listes de diffusion, lettres d'information) et développé des pratiques soutenues et régulières des réseaux télématiques. Dans ce dernier cas, l'usage de l'Internet s'inscrit alors dans la quotidienneté militante et nous laisse supposer l'éventualité d'une imprégnation technique des routines de la

conflictualité sociale. Il devient donc également nécessaire de s'interroger sur la manière dont les dispositifs télématiques sont susceptibles de transformer la nature même des processus militants» (p. 13).

Apport scientifique:
«nous avons tenté de construire un instrument théorique ad hoc nous permettant de pénétrer au plus profond des couplages structurels militants/réseaux télématiques et de faire apparaître des relations jusque-là mal cadastrées entre éléments le plus souvent étudiés séparément.» (p.13)

L'heuristique "médiationniste" (voir conclusion pp.167-173): «Prêter une attention soutenue aux investissements de forme technologiques résultant de l'utilisation des services en ligne par les néo-militants nous a permis d'appréhender sous un angle original certains éléments de la refonte des pratiques sociopolitiques. (...) Plus attentive aux rôles des supports externes dans l'interaction sociale, la perspective "médiationniste" constitue sans doute un bon moyen pour renouveler les approches classiques de la critique sociale. La prise en compte des supports matériels contribue en ce sens à désenclaver l'étude des mouvements sociaux et permet d'en faire un objet d'étude qui ne soit plus uniquement réservé à une microcommunauté de spécialistes des sciences politiques. Le principe de médiation nous convie ainsi naturellement à traverser els savoirs insulaires afin de nous livrer à l'étude minutieuse de l'entre-définition de la technique et du social dont l'importance a été maintes fois soulignée par la sociologie des usages ou certaines théories de l'action. (...) conjonctions entre formes politiques et moyens de communication (...) L'analyse des médiations militantes caractéristiques du monde associatif civique distancié pourrait constituer la première étape d'un programme de recherche supplétif dont l'objectif serait par exemple, via une ouverture à d'autres modalités d'activation de l'espace public, la mise en évidence du double procès de politisation des machines à communiquer et de technicisation du champ de la critique sociale. Il est donc indispensable, selon nous, de continuer à s'interroger sur les enjeux, les effets et les contraintes que font peser les dispositifs réticulaires de communication sur les interactions sociales qui sont à la base de l'organisation de la société civile». «Les pratiques télématiques développées par les acteurs du néo-militantisme sont tout à fait récentes (premières initiatives en 1994-95). En conséquence, les usages militants de l'Internet se trouvent encore dans une phase évolutive et ne sauraient être présentés comme des formes d'action déjà stabilisées».

Cadre conceptuel et théorique :

I. Mondes associatifs civiques d'allégeance et distancié: «des entités militantes classiques répondant à un ordre légitime qui est celui de la cité civique (...) on peut somme toute envisager les êtres de la critique sociale dans leurs formes actuelles mais aussi plus anciennes, comme appartenant à de micro-mondes qui se constituent au carrefour de dispositifs d'action et de justification convoqués de concert pour cause d'efficience. Le groupement contestataire est alors le résultat de l'assemblage de registres de conduite divers à partir desquels les membres-adhérents peuvent ajuster leurs volontés dans une action commune pérenne. (...) Sur fond général de justification civique, les organisations militantes mobilisent donc également, selon les exigences du moment, différents autres registres de justice et d'action» (pp.20, 21). «Les entités militantes traditionnelles décriraient alors un monde associatif civique d'allégeance fondé sur un modèle théorique de justice et d'intervention que nous qualifierons de critique sociale par plans» (p.25)

II. Le «néo-militantisme» : Jacques Ion, 1997, a construit une formulation idéal-typique des formes émergentes du militantisme. Bernard Ravenel, 1992, «une formation politique en réseaux, de type contractuel, polycentrique, à géométrie variable, selon les thèmes et les objectifs avancés, permettant une synergie de type coopératif, tendanciellement autogestionnaire et à enracinement social significatif et différencié. Cette formation politique devrait être capable d'assurer des fonctions de survie, de représentation d'intérêts, de compétences, de savoirs très variés, se construisant progressivement une identité à travers la construction de luttes et d'un projet-programme» (p.16)

«Le néo-militantisme fonctionnerait, quant à lui, plutôt sur un principe normatif de critique sociale par projets. les néo-militants dessineraient ainsi un monde associatif civique distancié et convoqueraient dans leurs actions, critiques et justifications des conventions ne pouvant être qu'imparfaitement rendues à partir des six cités de base au nombre desquelles se trouve la cité civique»(p. 25).

La théorie de «l'économie des grandeurs»: La cité (p.18) un ensemble de conventions très générales orientées vers un bien commun. Les citées sont à la fois des opérateurs de justification et des opérateurs critiques qui proposent pour chacune d'elles «un principe d'ordre différent permettant de spécifier de quoi est faite la grandeur des grands, et, par-là, de fonder un ordre justifiable entre les personnes» (Boltanski et Chiapello, 1999 en page 18) (...) un idéal partagé par tous les membres de la cité: la justification inspirée ; la justification marchande; la justification de l'opinion; la justification domestique; la justification industrielle; la justification civique.

Les nouveaux mouvements sociaux: «recours quasi systématique à l'appui de l'opinion publique par le biais d'une mise en visibilité des revendications au sein de l'espace public médiatisé (...) Les néo-militants connaissent effectivement de mieux en mieux les logiques et les pratiques inhérentes à la médiasphère, clause nécessaire à la «négociation» de leur présence dans la presse écrite, sur les écrans et sur les ondes.» (p. 22) «la montée des logiques d'expertise et de professionnalisation ainsi que la valorisation des compétences individuelles des militants traduisent aussi une proximité avec les principes normatifs du monde industriel.» (p. 22) «Les organisations de la nouvelle critique sociale justifient leur existence par la volonté de réclamer réparation de ce qu'elles considèrent être une injustice (dénonciation) et revendiquent des politiques différenciées de l'intérêt général.

Au travers d'objectifs mesurés, le mouvement social actuel répond d'abord à des nécessités pressantes (logement, emploi, etc.) mais dessine également en filigrane la nécessité d'élaboration de projets plus globaux dont l'horizon est le rejet partiel, voire total du libéralisme officiel (...) Dans leur ensemble les groupements de la critique sociale font donc écho aux exigences d'un modèle de cité civique en se positionnant comme des structures de défense d'un modèle de justice dont la valeur principale est celle de l'intérêt général (...) l'autodétermination sociale (...) l'expression de citoyennetés partielles faisant osciller la critique sociale entre simples activités de défenses catégorielles et revendications identitaires.» Les compromis: «la pluralité des régimes d'action est apparemment encore plus prégnante au sein des groupements du néo-militantisme obligés de réduire la précarité d'une structure réticulaire par définition instable.» (p. 24) Les actions des organisations de la nouvelle critique sociale relèvent davantage du cadre plus général que Laurent Thévenot identifie comme celui des conventions, i.e. des actions fondées sur une rationalité pragmatique (...) un régime d'action engageant des principes et des situations d'envergure plus restreinte, des réalités plus localisées».

Le militantisme par projets : «les acteurs du néo-militantisme peuvent in fine être décrits comme fonctionnant selon les normes d'une cité par projets, telle qu'elle est décrite par Luc Boltanski et Eve Chiapello (...) et qui n'est autre que le modèle de justification sur la base duquel se construit le capitalisme contemporain» : "Nous avons choisi d'appeler cité par projets le nouvel appareil justificatif qui nous semble être actuellement en formation pour quelques raisons qu'il convient d'expliciter car l'expression peut sembler malaisée à manier et peu claire. Elle est en fait calquée sur une dénomination fréquente dans la littérature de management: l'organisation par projets. La nature même de ce type de projets étant d'avoir un début et une fin, les projets se succèdent et se remplacent, recomposant, au gré des priorités et des besoins, les groupes ou équipes de travail. Par analogie nous pourrons parler d'une structure sociale par projets ou d'une organisation générale de la société par projets" (Thévenot et Chiapello, 1999:158). » "La notion de projet, au sens où nous l'entendons ici, peut donc être comprise comme une formation de compromis entre des exigences qui se présentent a priori comme antagonistes: celles découlant de la représentation en réseau et celles inhérentes au dessein de se doter d'une forme permettant de porter des jugements et de générer des ordres justifiés. Sur le tissu sans coupure du réseau, les projets dessinent en effet une multitude de mini-espaces de calcul, à l'intérieur desquels des ordres peuvent être engendrés et justifiés" (Boltanski et Chiapello, 1999:160).

Résultats, analyse et interprétation
L'hypothèse générale est confirmée:

a) «les technologies de l'Internet actualisent bien certaines des modalités d'engagement caractéristiques du monde associatif civique distancié. Les réseaux télématiques se présentent comme des investissements de forme réellement adaptés à certains des besoins et des modes d'action des néo-

militants. Ils servent d'appuis logistiques, autorisent la création de plates-formes d'échanges, constituent des terrains de rencontre et répondent aux exigences d'une coordination qui se voudrait toujours plus flexible. l'usage des technologies de l'Internet vient alors en appui de formes de mobilisation plus individuelles, favorise la prise de parole et étaye certains répertoires d'action spécifiques de la critique sociale par projets. Particulièrement plastique, l'Internet autorise également une amélioration non négligeable des performances organisationnelles des sujets collectifs du monde associatif civique distancié. (...) Les potentialités techniques de l'Internet permettent donc bien d'asseoir la grandeur des militants du monde associatif civique distancié parce qu'elles les rendent potentiellement plus efficaces: disponibles, rapides, réactifs, bien informés... (...) les formes de militantisme qui se présentent sur l'Internet ne s'édifient donc jamais uniquement à partir des réseaux télématiques, mais toujours en contrepoint des logiques sociales qui investissent la technique. L'Internet participe ainsi au soutien, à la permanence, à l'extension et même à la création de réseaux sociotechniques (il définit des acteurs, un espace et leurs relations au sein de cet espace) qui alimentent l'investissement civique spécifique au militantisme par projets.

b) Si les signes d'une militantisation des dispositifs de communication sur réseaux, entendue comme phénomène d'appropriation technique en rapport direct avec les formats d'action du monde associatif civique distancié sont évidents, les indices de la part prescriptive de la technique sur les relations sociales qu'elle médiatise sont également repérables.

c) L'utilisation de l'Internet conduit également à l'émergence de nouvelles fonctions médiatrices et à l'arrivée sur le devant de la scène de nouvelles catégories de militants dont le point commun est qu'ils sont spécialisés dans les opérations de "courtage en information" (...) les passeurs, filtreurs et interprètes... des *mailleurs*...

d) le retour de phénomènes de chevauchement des sphères privées, professionnelles et militantes. Contrairement aux militants du monde associatif civique d'allégeance, la volonté énoncée des néo-militants est d'entretenir une distinction relativement nette entre leurs engagements militants, leur vie privée et leurs occupations professionnelles. L' "asynchronicité" (...) Or dans les faits, la démarcation souhaitée entre ces différents espaces-temps n'est pas toujours effective. Les activités en ligne développées par certains militants-internautes viennent s'ajouter à la charge de travail qu'ils assumaient déjà antérieurement. Ils utilisent alors la souplesse et la flexibilité des réseaux télématiques pour répartir leurs engagements digitaux et militer également à domicile ou sur leur lieu de travail. Les espaces-temps privés et/ou professionnels rentrent ainsi en collusion avec ceux du militantisme».

De l'instabilité du monde associatif civique distancié:

a) «Les dispositifs techniques rendent ainsi visibles les litiges et les différends, i.e. les discordances consistant en une demande de réajustement des grandeurs. Notre postulat d'intégration des ressources comme condition de la stabilisation de formes de coordination nous permet donc ici de mettre aussi en lumière l'instabilité des régimes d'action du monde associatif civique distancié. Les défaillances peuvent être envisagées comme des indicateurs empiriques rendant manifestes les tensions qui naissent des nombreux compromis circonstanciés (ou plus durables) effectués par els néo-militants entre les divers ordres de grandeur qu'ils convoquent dans le cours de l'action». (...)

b) b) «Nonna Mayer stipule à juste titre que les travaux, menés notamment au sein du Groupe d'études et de recherche sur les mutations du militantisme, "conduisent à nuancer tant la thèse du déclin de l'engagement que celle d'un antagonisme tranché entre nouvelles et anciennes formes de militantisme". Les modes antérieurs de mobilisation restent prégnants, soit comme paradigme d'ordonnancement dominant (le monde associatif civique d'allégeance en est alors l'incarnation), soit comme ascendant largement perceptible (compromis entre critique sociale par plans et critique sociale par projets).»

2.6 La fin des militants?

Ion, J. (1997), *La fin des militants*? (Editions de l'atelier), Paris.

Pertinence de l'essai : «Et si tout n'était pas dit dans cette anecdote? Et si l'ainsi nommée crise du militantisme n'était que le produit de l'aveuglement à voir le nouveau quand l'ancien se défait? » (p.12)

Sujet: «Plutôt que de nous engager dans un long débat sur la notion de militant, (...) c'est à partir d'une représentation du militantisme, sinon construite, du moins affirmée dans les années de croissance, que se trouvent aujourd'hui généralement interrogés les modes d'implication dans la sphère publique»(p.12)

a) types de groupements intervenants dans l'espace public
b) s'intéresser prioritairement aux formes i.e. l'articulation entre «Je», «Nous» et «Ils» (p.15)
c) intégrer la dimension historique (pp. 15, 16).

«Donc il s'agit d'articuler relations entre l'individu, le groupement et l'espace public et ce, dans une dimension temporelle comme constitutive des modes de pensée et de l'expérience individuelle»

Objectif: «Ce que cet ouvrage voudrait en effet montrer, (...) le repli proclamé sur la sphère privée (c'est un cadre d'analyse en crise)» (...)

Questions principales:
1. Comment se structurent les groupements en tant qu'ensembles institutionnels?
2. Comment les individus s'y trouvent-ils intégrés?
3. Comment s'organisent-ils à l'intérieur pour faire entendre leur voix à l'extérieur?

Hypothèse : «Le militantisme tel qu'il s'est exercé depuis un siècle n'est peut-être qu'une modalité parmi d'autres de l'engagement et que de nouvelles formes de participation sociale sont en gestation, correspondant à l'évolution des rapports entre la société et l'individu» (p.12)

Approches:
1) individualistes;
2) forces collectives. (p.13)

Donc on «travaillera à la recherche de modèles structurels selon Hirshmann, pour dégager, derrière les singularités phénoménales, des schémas interprétatifs sans prétention comparative» (p.16) «L'individualisme c'est au contraire la possibilité de penser la société comme une somme d'individus dont l'existence autonome est préalable à leur insertion dans des groupes d'appartenance et des réseaux de dépendance» (p.20)

Cadre conceptuel
1. constellations et conglomérats (des réseaux verticaux) (p.36): «fédéralisation des groupements tend à relier d'emblée à l'espace national toutes les structures intermédiaires pouvant s'interposer entre la Nation et le Citoyen» i.e. un réseau «isomorphe» ou «succursaliste» est organisé sur une identité d'objet avec le groupement souche national. Un réseau «hétéromorphe» est un réseau où il y a une proximité idéologico-politique. Donc, un réseau hétéromorphe s'apparente à une constellation. (p. 37)
   - Appartenance horizontale et insertion verticale (p. 37)
   - «L'engagement s'y fait en quelques sorte par le haut, par la structure, sans que l'individu se trouve nécessairement impliqué en tant que tel, i.e. en tant qu'individu particulier (...) qui peut ou non être revendiquée pour elle-même» (p.38)
2. L'autonomisation des groupements: Une spécialisation de plus en plus poussée «une autonomisation fonctionnelle» i.e. qui peut être liée à la théorie de la mobilisation des ressources (p. 43)

- Une nouvelle dialectique entre le Centre et le Local. La nouveauté est l'«autonomisation» des groupements: «Il correspond à un mouvement de fond qui concerne les modalités même des engagements des individus» (p.46)
- «Ces engagements préférentiels à la «base» (...) les coordinations (...) de nouveaux rapports entre les bénévoles locaux et les responsables au sommet.» (p. 47)
- «la mise en réseau précède la stratégie relationnelle des acteurs» (p. 48)
- «Bref, ce n'est plus le réseau de groupements qui constitue le cadre de l'engagement, c'est au contraire de plus en plus les individus eux-mêmes qui créent des réseaux». «pluri-appartenance associative» (p. 49)
-

Conclusion: Des engagements sans adhésions ni groupements (p. 103)

2.7 « Introduction », dans Internet, nouvel espace citoyen?

JAURÉGUIBERRY Francis et Serge PROULX (éd.). (2002). *«Introduction», dans Internet, nouvel espace citoyen?, éditions L'Harmattan, collection Logiques sociales, 249 p.ISBN : 2-7475-3443-X*

Pertinence de recherche : nécessité d'établir «des définitions juridiques claires pour mieux saisir et encadrer l'ensemble encore flou des nouvelles pratiques liées au nouveau lieu d'interactions sociales et symboliques que désigne, depuis une vingtaine d'années, l'appellation de cyberespace. (…) »

Problématique générale : (autour de l'espace citoyen)

Définitions :
Cyberespace pour la recherche : «l'espace social de transactions et de discussions publiques constitué par l'ensemble des interactions en ligne de différents groupes d'usagers. Ces derniers se connectent en utilisant différents dispositifs de communication médiatisée offerts sur le réseau des réseaux (listes ou groupes de discussion, chats, MUD, MOO, etc.). »

Citoyenneté : 3 catégories pour penser la citoyenneté selon Dominique Schnapper : la loi, la légitimité politique et le lien social. La citoyenneté fondée sur le principe de la légitimité politique : «communauté des citoyens constituée de l'ensemble des individus définis comme étant égaux et où chacun est détenteur d'une partie de la souveraineté politique de l'ensemble. La citoyenneté comme source de lien social : «être citoyens de la même organisation politique. (…) Chaque citoyen participant à la même souveraineté a droit au même respect, il a droit à voir reconnaître sa dignité. Les relations entre les hommes sont fondées sur l'égale dignité de tous». Schnapper D. (2000). Qu'est-ce que la citoyenneté ?, Paris, Gallimard, p.11.

Le problème général de recherche : le lien social (recouvre les deux dimensions de la citoyenneté i.e. comme fondation de la légitimité politique du vivre-ensemble et comme source du lien social).

Premier niveau de questions générales : Qu'est-ce qui a, jusqu'alors, fait lien dans le vivre-ensemble? Qu'est-ce qui fait lien aujourd'hui? Et que peut-on penser de ce qui fera lien demain?

Revue de littérature théorique générale : la religion selon Durkheim, le désenchantement du monde et l'État-nation selon Weber. Puis, la citoyenneté moderne apparaît : «séparation entre les pouvoirs de l'au-delà et de l'ici-bas, de l'Église et de l'État, du sacré et du profane. La Révolution française va promouvoir une citoyenneté formelle et juridique fondée sur l'explicitation des droits de l'homme et du citoyen. On passe donc d'une légitimité du Roi à une légitimité de l'individu autonome et, conséquemment, à celle de l'ensemble des individus que l'on appellera la nation ou le peuple. Avec la modernité politique sont donc nées les nations composées essentiellement de sociétés individualistes. Mais aujourd'hui, le pouvoir de la nation (celle-ci étant pensée comme totalité sociale historique particulière à travers laquelle les acteurs sociaux vivent prioritairement leur insertion et leur appartenance globale à «la société») est considérablement affaibli dans un environnement économique et culturel en voie de mondialisation.

Deuxième niveau de questions générales : Dans nos sociétés industrialisées et individualistes, la citoyenneté constitue-t-elle toujours une source essentielle du vivre-ensemble?
Revue de littérature théorique générale : Le double contexte de globalisation économique et de mondialisation des cultures engendre un mouvement où se retrouvent simultanément, d'une part un affaiblissement du poids des États-nations dans l'arène de la gouvernance mondiale, et d'autre part la mise à disposition de dispositifs socio-techniques de communication rendant possibles de nouvelles formes d'expression et de revendication à un niveau global de la part d'acteurs individuels et communautaires jusque-là habitués à intervenir plutôt localement.

Problème spécifique de recherche : la mise à disposition de dispositifs socio-techniques de communication rendant possibles de nouvelles formes d'expression et de revendication

Hypothèses spécifiques de recherche : 1- Déjà Internet croise et fait converger le monde des communications point à point (télécommunications) avec le monde de la diffusion de l'information et du divertissement par les grands réseaux médiatiques (mass média). 2- Les rôles traditionnellement assignés aux concepteurs, producteurs et récepteurs sont redessinés : de petits acteurs sociaux anonymes sont investis d'un pouvoir de diffusion de leurs idées à une échelle globale.

Revue de littérature théorique spécifique :

Fracture numérique et Accessibilité à la technologie : «Il reste que ces nouveaux dispositifs socio-techniques sont encore inégalement distribués, inégalement accessibles selon les diverses couches sociales et en fonction de la richesse des nations.» (p.9)

Appropriation et Usages : «D'ailleurs, la facilitation de l'accessibilité à la technologie ne coïncide pas nécessairement avec une généralisation des usages, ceux-ci restant tributaires de la maîtrise par les individus d'un minimum de connaissances et de capital culturel.» (p. 9).

Fracture numérique et Accessibilité à la technologie : fracture politique selon Dominique Wolton; mesure de la fracture numérique selon Eric Guichard,

Appropriation et Usages : usages démocratiques selon Eric George («les individus et les groupes qui acceptent de communiquer via ce dispositif doivent avoir en commun et partager une certaine culture démocratique»); usages pour la démocratie municipale selon Corbineau, Loiseau et Wojcik; enchevêtrements et transformations identitaires selon Sanderson et Fortin; Internet lieu complémentaire de socialisation selon Latzko-Toth; théorie de la construction sociale des usages des dispositifs de communication selon Millerand; nouvelles représentations de la temporalité selon Bonneville; le soi virtuel selon Jauréguiberry.

2.8 «Mondialisation et mouvements d'affirmation identitaire : expressions possibles de la société civile internationale» dans Internet, nouvel espace citoyen?

PROULX, Serge. (2002). «Mondialisation et mouvements d'affirmation identitaire : expressions possibles de la société civile internationale» *dans JAURÉGUIBERRY Francis et Serge PROULX (éd.). Internet, nouvel espace citoyen*?, éditions L'Harmattan, collection Logiques sociales: 13-30. ISBN : 2-7475-3443-X

Problématique générale
Le problème est bien celui du rôle crucial du contrôle des réseaux numériques de communication dans le processus de globalisation de l'économie. «2 tendances qui caractérisent simultanément les transformations sociales et culturelles dans le monde d'aujourd'hui, tendances parfois en synergie, souvent en contradiction (Castells, 1999). 1) une globalisation de l'économie. 2) une série de mouvements d'affirmation identitaire qui se sont exprimés vigoureusement dans le dernier quart de siècle».

Cadre conceptuel et théorique sur les mouvements sociaux : Selon Castells, ces mouvements d'affirmation inscrivent leurs singularités identitaires soit comme une position de repli, soit comme l'expression d'une opportunité stratégique face à la tendance globalitaire.
Hypothèse : «les solidarités citoyennes émergent de certaines actions des nouveaux mouvements d'affirmation identitaire en contexte de globalisation. Ces nouvelles solidarités témoignent de l'émergence possible d'un nouvel Acteur historique dans l'arène de la gouvernance mondiale : un nouvel Acteur communautaire qui agit globalement en tant que porte-parole de la société civile internationale».

Revue de littérature sur la conjoncture

1. Une globalisation de l'économie : transactions commerciales intensifiées depuis 1950-60; imposition du droit commercial; l'explosion des technologies de l'information a accompagné l'émergence d'un nouveau type d'activités économiques de nature essentiellement spéculative : une accélération considérable des échanges de capitaux, une économie financière… relâchement des réglementations concernant les transactions financières et du développement accéléré des TIC, on assiste à la création d'une sphère financière globale où s'intègrent et convergent les marchés locaux, les places financières nationales et les centres de coordination internationaux. Mentionnons les événements suivants : démantèlement (1971) des Accords de Bretton Woods (1944) puis la Chute du Mur de Berlin (1990) et enfin la nouvelle phase de développement des entreprises transnationales capitalistes.
«Le discours sur la globalisation[2] – et la globalisation – des marchés devient le discours idéologique des managers des multinationales et des dirigeants politiques des puissances occidentales» (p.15).

2. Le contrôle des réseaux numériques de la communication, rouage essentiel de la mondialisation : les médias et les TIC apparaissent comme une infrastructure essentielle à la mondialisation. Une triple évolution des techniques : a) la numérisation des signaux ; b) la convergence de l'informatique, des télécommunications et de l'audiovisuel; c) l'émergence et la dissémination des dispositifs d'interactivité tant au niveau de la production-création des contenus qu'à celui du design des interfaces (humains/ordinateurs). Economiquement, un mouvement de fusions d'entreprises et de concentration industrielle surtout dans les années 1990.
«Ainsi, le contrôle de la convergence des industries de la communication (radio-télédiffusion, télécommunication et téléphonie réunies) – production, promotion, diffusion et distribution – appartient dorénavant à quelques méga-entreprises intercontinentales dont les sièges sociaux sont situés dans moins de dix pays…» (p.16)[3].

Les médias et les réseaux de communication jouent un triple rôle clé dans le processus de mondialisation :

a) un mécanisme essentiel de la mondialisation économique i.e. qu'ils jouent un rôle fondamental dans les processus d'échange instantané et de diffusion planétaire en temps réel des données économiques et de la monnaie électronique qui assurent le fonctionnement quotidien des transnationales, la construction de l'interdépendance économique entre les États et la globalisation financière entre les différentes régions de la planète. L'économie-monde d'aujourd'hui est devenue l'économie capitaliste globalisée;
b) b) les médias en tant que véhicules de contenus jouent un rôle capital dans la promotion de l'idéologie libérale globalitaire à partir des foyers privilégiés de diffusion que constituent d'une part, les grands États dominants de la Triade (Union européenne, Amérique du Nord et Asie) et d'autre part, les grandes entreprises transnationales;
c) c) l'hypothèse selon laquelle les nouveaux réseaux de communication participent à l'invention possible de nouvelles formes de solidarité citoyenne. Donc un rôle politiquement vital que les

[2] Consulter à ce propos l'ouvrage synthèse : FISCHER, Hervé (2003). *Cyberprométhée, l'instinct de puissance à l'âge du numérique*, VLB éditeur.
[3] Pour aller plus loin: GEORGE, Eric (2002). *Capitalisme et démocratie à l'ère de l'Internet. Le développement des nouveaux médias, approche socio-économique*, Paris, L'Harmattan. Et aussi, le site de l'IDATE : http://www.idate.fr/fr/cle/index.html L'IDATE vous propose un accès libre et permanent aux données clés des marchés des technologies de l'information. Ces données sont extraites des études multiclients régulièrement publiées par les consultants de l'IDATE.

nouveaux réseaux numériques (et en particulier, les dispositifs, protocoles et réseaux réunis sous l'appellation Internet) peuvent jouer dans la dynamique de développement des forces sociales du changement.

«La mise à disposition auprès des acteurs sociaux de moyens techniques permettant l'invention de modes nouveaux de résistance culturelle, l'expression de formes possibles de solidarité citoyenne pouvant émerger précisément à partir d'une utilisation judicieuse de ces réseaux d'échange planétaire d'information et de communication (Gingras, 1996[4]; Bardini et Proulx, 2002[5]). » (p. 17).[6]

Question principale :
Internet peut-il en effet faciliter la création de nouvelles solidarités citoyennes? «…des formes inédites de communication et d'échange entre les personnes qui peuvent déboucher sur des formes nouvelles de réseaux sociaux. D'où la pertinence des débats publics autour d'Internet, facteur ou non de transformation des rapports sociaux (production, consommation, loisirs, vie quotidienne) » (p.18)

Cadre théorique : a) n'adopte pas l'angle du déterminisme technologique «qui conclurait à l'émergence de nouveaux réseaux globaux de solidarité sociale du simple fait de l'existence de réseaux techniques de transmission à l'échelle planétaire. L'émergence d'une conscience citoyenne suppose au contraire une nécessaire distanciation vis-à-vis des illusions de l'idéologie du progrès» (p. 17).

Revue de littérature empirique (réponses à la question principale) :
Le nouveau phénomène de la société civile dans l'espace politique global

Ambrosi, Alain (1999 :99-100) un projet de communication démocratique à l'échelle globale : «Phénomène nouveau depuis environ deux ans, ces organisations forment des réseaux transnationaux qui consistent à fédérer les réseaux nationaux ou internationaux déjà existants». Il mes en relief l'émergence d'une nouvelle conscience du fait que les réseaux transnationaux communautaires et associatifs peuvent constituer un nouvel acteur représentant la société civile dans l'espace politique global i.e. «non seulement comme un interlocuteur dans les débats sur la démocratisation de la communication et de la société mais de plus en plus comme un acteur appelé à participer dans différents champs d'activité et ainsi influer sur les décisions pour une démocratisation des structures de communication» (Ambrosi, 1999).

Internet et la réactualisation de la pensée planétaire de McLuhan[7] (liée au rôle essentiel des communications dans le processus de mondialisation) «village global», expression des années soixante popularisée par McLuhan. Sa pensée est actualisée dans les années 1990 : «Electric technology (…) is reshaping and restructuring patterns of social interdependence and every aspect of our personal life» (citation tirée du livre de McLuhan, The Medium is the Message)

Pénétration transnationale du réseau Internet: une conscience planétaire? «serait alors produite à travers les millions de transactions effectuées dans cette noosphère électronique et informatique … les communautés virtuelles… McLuhan postule qu'«en raison des communications électroniques omniprésentes et instantanées, les vies quotidiennes des individus solitaires seraient dorénavant enchevêtrées. De plus, ces interconnections multiples engendreraient une conscience planétaire, conscience globale qui retrouverait (…) une dimension émotive primitive. Ainsi, dans certains moments

[4] GINGRAS, Anne-Marie (1996). «Internet et démocratie : quels usages pour quelle politique?», Communication au Congrès Inforcom, société française des sciences de l'information et de la communication, Grenoble, 15 novembre 1996.
[5] BARDINI, Thierry et PROULX, Serge (2002). «La culture du hack en ligne. Une rupture avec les normes de la modernité», Les Cahiers du numérique, Paris, 3(2) :35-54.
[6] Pour aller plus loin sur les usages aux fins de mobilisation sociale: GEORGE, E. (2002); GINGRAS, AM (96); MILLERAND, F. (1998); PROULX et VITALIS (1999). …
[7] Pour aller plus loin, voir MATTELART, Armand (2000). Histoire de la société de l'information, La découverte.

extraordinaires, les humains du monde entier pourraient partager instantanément les mêmes émotions, respirer collectivement au même rythme, prendre part à la même solidarité planétaire» (pp. 19-20). L'imaginaire social occidental est, par exemple, marqué à tout jamais par ces images (du 11septembre 2001). (…)

Argument réfuté : «selon l'hypothèse de McLuhan, de la participation médiatique à l'échelle planétaire émergeraient des pratiques d'engagement social d'un nouveau style. (…) force est de constater que les événements de Bosnie ou du Rwanda agissent comme des contre-exemples. Aujourd'hui, la conscientisation planétaire et les solidarités sociales et politiques à l'échelle globale sont désespérément fragiles. Il apparaît évident que ni l'engagement ni le désir de participation ne surgissent spontanément du simple fait de l'installation à l'échelle planétaire de cette formidable quincaillerie de télécommunication» (pp. 20-21).
Le village global a contrario : «serait bien plutôt de nature marchande et peu susceptible d'engendrer de nouvelles solidarités sociales ou politiques. … fragmenté en une multitude de sous-réseaux d'interlocuteurs correspondant à des groupes d'individus partageant entre eux des intérêts privés spécifiques.

Question spécifique :
À l'heure des communications globales et instantanées (comme celles du réseau CNN), quel pouvoir reste-t-il aux téléspectateurs citoyens?
Les militants associatifs ou politiques sont tentés de mettre leur espoir en l'existence du réseau Internet. Le déploiement spectaculaire de ce dernier provoque en quelque sorte un renouvellement du rêve utopique de la résistance citoyenne … le groupe ATTAC est considéré comme l'exemple emblématique de cette nouvelle espérance utopique (GEORGE, 2000).

Deux conditions aux potentialités géopolitiques d'Internet :
- une ouverture vers les possibilités que peuvent amener la technique
- devoir rester vigilant et critique face aux illusions que le déploiement de la technique peut engendrer. (p. 22).

De nouvelles formes de solidarité ?
Les individus auraient tendance, dans la mondialisation, à se restreindre à des activités de consommation au détriment du champ des actions proprement politiques. De moins en moins considérés comme des citoyens… un rôle de consommateur… «La problématique de la citoyenneté renvoie à la capacité pour les individus d'agir effectivement sur leur propre destin en tant que sujets autonomes. Or, comment les individus peuvent-ils exprimer leur volonté d'affirmation et de résistance dans un contexte de mondialisation où la logique transnationale du marché global est si puissante que même les États-nations doutent de leur propre capacité à préserver leur souveraineté? » (p.22)
La montée de l'individualisme depuis la fin des années 1960… Décomposition du lien social…[8] Qu'est-ce qui relie aujourd'hui les individus entre eux? «On doit aujourd'hui réinventer un nouveau registre de solidarités citoyennes susceptibles de conduire à des actions politiques plus efficaces dans le contexte de mondialisation». LES MOUVEMENTS IDENTITAIRES font émerger de nouvelles solidarités : féminismes, écologismes, nationalismes, fondamentalismes religieux, mouvements homosexuels, communautaires. Est-ce que ces mouvements identitaires constituent des mouvements sociaux au sens où ils seraient porteurs d'une définition collective d'un adversaire à contrer dans un espace politique délimité? Peut-on encore, comme Touraine nous y avait jadis convié, chercher à identifier les nouveaux mouvements sociaux porteurs et catalyseurs du changement à l'orée du XXIe siècle?
Pour répondre à cette question, il faudrait identifier la nature des liens de solidarité qui lient entre eux les acteurs individuels au sein de ces mouvements affirmatifs. Liens sociaux? Ou intérêts bien particuliers?

Voici trois défis qui pourraient marquer l'agenda politique de ce début de siècle de militants à la recherche de nouvelles formes d'expression citoyenne en contexte de mondialisation.

[8] Consulter aussi Lamoureux, Henri et al. (2002). La pratique de l'action communautaire, Montréal : Presses de l'Université du Québec, 448 p.

1) Renouveler les formes de solidarité transnationale pour contrer les délocalisations des lieux de production : des solidarités nouvelles mais en même temps relativement classiques… luttes syndicales… luttes syndicales vers une solidarité transnationale entre travailleurs de plusieurs pays sur plusieurs continents… type de résistance? Solidarité Nord-Sud… une nouvelle conscience ouvrière transnationale doit émerger… «Même si certains observateurs (Rifkin, entre autres) insistent pour prédire la fin du travail, l'on doit constater que les luttes sociales autour des négociations collectives des conditions de travail demeurent encore aujourd'hui importantes et structurantes pour l'ensemble des communautés concernées» (p.24)

2) Inventer des alternatives pour le développement des pays du Sud : peut-être faudrait-il maintenant penser en termes d'anti-développement? I.e. contre l'économie de marché… une transformation en profondeur de nos mentalités…. Serge Latouche parle de «décolonisation de notre imaginaire»…

3) Internet peut-il favoriser le surgissement de formes nouvelles de démocratie mondiale?: cyberdémocratie? «Ainsi, les réseaux d'échange et de communication qui se constituent via Internet pourraient-ils préfigurer une recomposition sur un mode enchevêtré de l'opposition classique entre les registres du collectif et de l'individuel? Ces lieux de responsabilisation communautaire permettent le développement et la maîtrise de nouvelles formes d'entraide, la création de multiples îlots de résistance tout en mettant de l'avant une revendication internationale au droit à la communication qui apparaît essentielle si l'on veut assurer une forme de sécurité culturelle aux individus et aux communautés en contexte de mondialisation.

Émergence d'un nouvel acteur historique dans l'espace politique global ?
Il adviendrait une transformation importante dans l'imaginaire social planétaire, une parole publique internationale et critique qui remet en cause le modèle actuel trop exclusivement néo-libéral de la mondialisation. Le FSM (Forum social mondial) … Ces mouvements diversifiés et apparemment disparates cherchant à inventer des alternatives sociales, politiques et économiques pour une autre mondialisation sont unis autour d'objectifs communs : …
Des réseaux formés pour l'appropriation citoyenne et communautaire des TIC…
Des congrès internationaux… (à Montréal en octobre 2002 entre autres)

«Toutes ces rencontres internationales et ces volontés collectives d'un consensus mondial autour d'un minimum d'objectifs communs de revendication des fédérations de réseaux citoyens et associatifs à l'échelle de la planète témoignent de la nature profonde de ce qui est en train d'apparaître sociologiquement : l'émergence d'une expression globale d'un nouvel Acteur historique cherchant à s'implanter sur la scène de la gouvernance mondiale. Un acteur social semble en effet vouloir s'affirmer en synergie mais aussi en contradiction avec les deux autres acteurs occupant déjà cette scène de la gouvernance : l'État et l'Entreprise privée. Ce nouvel acteur historique cherche donc à s'affirmer comme porte-parole légitime de la société civile internationale. (…) en vue d'un dégagement des populations de l'emprise de la pensée unique associée à l'idéologie néo-libérale globalitaire. Contre une citoyenneté simulée…

Nouvelle Question : la nouvelle créativité communautaire qui s'exprime dans divers projets et actions d'appropriation de l'espace Internet pourrait-elle constituer une base pour l'invention de formes nouvelles de solidarité citoyenne pouvant déboucher sur des actions collectives politiquement efficaces dans l'espace public mondial?

Une condition : que se développe une culture de responsabilité mondiale soucieuse de bien identifier les enjeux globaux qui s'ancrent simultanément dans les actions citoyennes à l'échelle locale (Mattelart, 1999).

3. Fiches de présentation de quelques réseaux [9]

3.1 Le réseau de la recherche scientifique

- Ambrosi, Alain : d'Alain Ambrosi membre fondateur du Carrefour Mondial de l'Internet Citoyen membre du Partenariat GlobalCN et membre de CRIS au nom du caucus de la société civile.
- Campos, Milton : professeur en communications, Université de Montréal
- George, Eric : professeur en communications à l'université d'Ottawa
- Guédon, Jean-Claude : Historien des sciences, professeur à l'université de Montréal.
- Harvey, Pierre-Léonard : sociologue, professeur en communications à l'UQAM
- Latzko-Toth, Guillaume : doctorant en communications à l'UQAM et assistant-chercheur au GRM.
- Levy, Pierre : Titulaire de la chaire de recherche sur l'intelligence collective
- Millerand, Florence : docteure en communications à l'Université de Montréal et assistante-chercheure au GRM.
- Poirier, Mario : psychologue, professeur à TélUQ
- Proulx, Serge : sociologue, professeur en communications à l'UQAM.
- Renaud, Patrice : psychologue, professeur en psychologie à l'UQO
- Shade, Leslie Regan : professeure en communications à l'Université Concordia

Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie : http://www.chaire-mcd.ca/ Cette chaire produira une théorie générale des transferts du politique dans les sociétés démocratiques. De plus, les nouvelles formes de la citoyenneté dans le contexte de la mondialisation ainsi que les mutations de la communauté politique et de la démocratie, tout autant que leur impact sur la justice sociale y seront étudiés. La mondialisation entraîne une perte progressive des attributs des États, alors que les sociétés, loin de s'uniformiser, se fragmentent, entraînant de nouvelles formes de stratification sociale. Cette recherche permettra d'élucider l'effet de la mondialisation sur l'organisation politique des États.

CIRASI : http://lajoie.uqam.ca/cirasi/cirasi.html Collectif interdisciplinaire de recherche sur les aspects sociaux d'Internet, coordonné par **Jacques Lajoie**, professeur en psychologie à l'UQAM

GRICIS : http://www.er.uqam.ca/nobel/gricis/ Groupe de recherche sur les industries culturelles et l'informatisation sociale
GRM : http://grm.uqam.ca/ Groupe de recherche sur les usages et cultures médiatiques

LabCMO : http://cmo.uqam.ca/ Laboratoire de communication médiatisée par ordinateur

COMMposite : http://commposite.org/index.html Revue électronique des jeunes chercheurs et chercheuses en communication

[9] Cette liste n'est bien évidemment pas exhaustive et est susceptible d'être bonifiée.

Chaire Unesco-Bell : http://unesco.bell.uqam.ca/ Chaire de recherche en communication et développement international de l'UQAM

Orbicom : http://www.orbicom.uqam.ca/ Le réseau international des chaires Unesco en communication

GRISIS : Groupe de recherche interdisciplinaire sur la communication, l'information et la société, UQAM

GRM : Groupe de recherche sur les médias, UQAM

Laboratoire de communautique appliquée, UQAM

RISQ : http://www.risq.qc.ca/ Réseau Interordinateurs Scientifiques du Québec, Montréal

3.2 Le réseau des groupes de femmes québécois

Cybersolidaires : http://cybersolidaires.org/ Cybersolidaires, c'est avant tout un outil permettant de vivre la solidarité au quotidien de même qu'un organisme sans but lucratif ayant pour mandat de renforcer la défense des droits humains, économiques, sociaux et culturels des femmes et de leur droit à la communication. Nous visons à : promouvoir le féminisme, les analyses et les actions du mouvement des femmes ; sensibiliser aux enjeux femmes et technologies ; soutenir l'exploitation sociale, féministe et démocratique des technologies ; favoriser le réseautage au sein du mouvement des femmes francophones.

DigitElles : http://www.digitelles.org/DE/2002/ DigitElles de Montréal est né en 1996 dans le but de créer un espace d'entraide en nouvelles technologies. Notre groupe compte 300 membres : des professionnelles du design et de la programmation Web mais aussi des néophytes, des traductrices, des chasseures de têtes et des militantes.

Netfemmes : http://netfemmes.cdeacf.ca/ NetFemmes est un réseau pour et par les femmes, mis sur pied par le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF), organisme à but non lucratif dont la mission est la démocratisation des savoirs et la promotion des savoirs faire des réseaux de l'éducation des adultes et de la condition féminine, et développé en étroite collaboration avec les regroupements nationaux de groupes de femmes du Québec et le Réseau Québécois de chercheuses féministes.

Studio XX : http://studioxx.org/ Fondé à Montréal en 1995, le Studio XX est un centre de ressources en technologies numériques. Destiné aux femmes, il intervient de manière créative et positive dans le champ des nouveaux médias. Exposer, démystifier, donner accès, outiller, questionner, créer, telles sont les visées du Studio XX.

3.3 Le réseau communautaire québécois

Communautique : http://www.communautique.qc.ca/ Communautique est un organisme à but non lucratif visant l'appropriation sociale et démocratique des technologies de l'information et de la communication oeuvrant pour les organismes communautaires et les populations à risque d'exclusion des technologies. Notamment, Communautique affiche une liste de sites intéressants liés spécifiquement sur l'Internet citoyen : Communautique / Centre communautaire / Liste de sites / Internet citoyen.

ICEA : http://www.icea.qc.ca/technologies/technologies.html Manuel Cisneros est le responsable de ce dossier. L'ICÉA s'intéresse à l'impact des nouvelles technologies sur le travail, l'éducation, la l'économie, la culture, l'exercice de la citoyenneté et des droits. Donc, en premier lieu, à élucider les opportunités et les dangers que comportent ces technologies et les modes concrets de leur implantation. En deuxième lieu, à travailler pour une maîtrise sociale de ces

technologies et donc à éviter les risques d'exclusion et d'approfondissement des écarts entre citoyens info-riches et info-pauvres. En troisième lieu, à la création des applications de ces technologies qui pourraient nous aider au développement de nos activités, à la solution de nos problèmes et à un meilleur exercice de nos droits. Tout particulièrement, nous nous intéressons à la construction de réseaux d'information et de communication en tant que nouveaux espaces et lieux de formation des adultes et d'apprentissage tout au long de la vie.

reBOOT Québec : http://www.rebootquebec.org/ reBOOT Québec est un organisme sans but lucratif fournissant le matériel informatique, la gestion de réseau et le soutien technique aux oeuvres de charité et aux personnes ayant un accès limité à la technologie. Nous recyclons le matériel informatique et le distribuons aux oeuvres de charité dans la région du Québec.

3.4 Le réseau culturel

Chaire et métal : http://www.chairetmetal.com/ La Veille planétaire d'art en réseau est un événement annuel où divers intervenants de la cybercommunauté ont été invités à choisir une oeuvre d'art Internet et de la commenter.

Studio XX : http://studioxx.org/ Un de ses mandats est de favoriser la création et la diffusion d'œuvres d'arts technologiques, numériques et audionumériques créées par les femmes. Il vise aussi à initier de plus en plus de femmes — artistes et non artistes — au monde numérique en offrant des ateliers d'initiation aux nouvelles technologies. Le Studio XX permet ainsi aux femmes non seulement d'utiliser les nouvelles technologies mais plus encore de façonner et de contaminer — à leur manière — le cyberespace.

Société des arts technologiques (SAT) : http://www.sat.qc.ca Un centre transdisciplinaire de création et de diffusion voué au développement et à la conservation de la culture numérique. Dans son Laboratoire de culture numérique, la SAT suscite l'émergence de nouveaux types de contenus intégrant les technologies de l'information. Située au carrefour des milieux universitaires et industriels, la SAT offre aux chercheurs un nouveau contexte d'expérimentation où se retrouvent créateurs et chercheurs expérimentés, artistes en période de recherche ou en formation en milieu pratique et jeunes autodidactes de la relève.

3.5 Le réseau international francophone

Coalition internationale GlobalCN et le Carrefour mondial de l'Internet Citoyen [Disponible en ligne à : http://www.globalcn.org/fr/article.ntd?id=32&sort=1.18.1]

Carrefour mondial de l'Internet citoyen (CMIC) Le Carrefour mondial de l'Internet citoyen, dont le siège est à Montréal, est un organisme à but non lucratif fondé en mars 2001 par une coalition de réseaux citoyens du Canada afin, dans un premier temps, d'organiser GlobalCN 2002. Le CMIC a aussi créé la 'Plateforme des réseaux citoyens' (http://globalcn.org) , un portail collaboratif trilingue (français, anglais et espagnol). En 2003, le CMIC entre dans une nouvelle phase au cours de laquelle il réalisera diverses activités qui renforceront son rôle de «carrefour» et ce, tant sur la scène nationale que sur la scène internationale. De plus, le CMIC poursuivra le développement de la Plateforme des réseaux citoyens tant sur le plan technique que sur le plan du contenu. Le droit à communiquer, le Sommet mondial sur la société de l'information, le développement des réseaux citoyens sont quelques-unes unes des questions qui seront au cœur de son action. Mission du CMIC : 1) Appuyer la coordination des réseaux citoyens numériques des différentes parties du Canada ; 2) Coopérer avec d'autres organismes canadiens aux objectifs similaires ; 3) Confirmer par la démonstration la créativité et la capacité de propositions de la société civile dans les domaines économique, culturel et social de la société de l'information au niveau canadien et international ; 4) Développer une synergie des expertises d'usages des réseaux de citoyens canadiens avec les réseaux d'autres pays ; 5) Organiser des séminaires, rencontres, colloques ou congrès afin de favoriser tout échange de connaissances, d'expertises d'usages, de stratégies d'action entre les différentes formes d'initiatives et de réseaux de citoyens à travers le monde.

GlobalCN La coalition internationale GlobalCN, qui regroupe des réseaux citoyens, des organisations et des individus, a été créée à Barcelone en novembre 2000 à la suite du Premier Congrès international des réseaux citoyens intitulé «Construire Internet par et pour les citoyens» (GlobalCN 2000). Ce Congrès réunissait 700 délégués de tous les continents parmi lesquels on comptait aussi des représentants de gouvernements, d'institutions internationales et de l'entreprise privée. La construction de la coalition s'est poursuivie lors du congrès GlobalCN 2001 qui a eu lieu à Buenos Aires en Argentine du 5 au 8 décembre 2001 et lors du 3e Congrès mondial des réseaux citoyens de l'ère numérique (GlobalCN 2002) tenu à Montréal, du 7 au 12 octobre 2002. Pour plus d'information sur la coalition GlobalCN et les rencontres de Barcelone et de Buenos Aires : http://www.globalcnpartnership.org Vous pouvez également consulter les Actes du congrès de Montréal (GlobalCN 2002) sur ce portail.

VECAM. http://www.vecam.org/rubrique.php3?id_rubrique=39 VECAM est une association qui s'est constituée sur les constats suivants : L'information, les productions culturelles et le savoir connaissent une numérisation croissante ; Les réseaux informatiques maillent progressivement les territoires ; Toutes les forces structurant les sociétés humaines sont ou seront touchées par la combinaison de ces éléments. Le rôle de Vecam est de donner aux citoyens les moyens de s'interroger, comprendre, débattre et s'approprier ces transformations. Plus que la maîtrise technique des outils numériques, c'est au décryptage politique et social que l'association tente de contribuer. Vecam entend également faciliter les usages développés par et pour les associations, les mouvements citoyens ou les individus.